



Association pour la  
Taxation des  
Transactions financières pour  
l'Aide aux  
Citoyens

## QU'EST-CE QU'ATTAC ?

### ATTAC NAÎT EN 1998 AUTOUR D'UNE PROPOSITION

A l'origine d'ATTAC il y a un éditorial d'Ignacio Ramonet dans « *Le Monde Diplomatique* », fin 1997. Cet article appelait de ses vœux la création d'une association qui lutterait pour faire adopter une « *Taxe dite Tobin* » (du nom d'un prix Nobel d'économie américain). Cette taxe permettrait de réguler les marchés financiers (idée de James Tobin), mais surtout de dégager les sommes nécessaires pour un véritable développement des pays du Sud.

Il s'agissait donc de mettre un grain de sable dans la machine spéculative productrice d'inégalités et de réintroduire la notion de solidarité.

L'UNESCO estime en effet à 80 milliards de dollars par an pendant 10 ans la somme à investir pour garantir durablement à tous les humains l'accès à la nourriture, à l'eau potable, à la santé et à l'éducation. Or une taxe de 0,05% sur les transactions financières rapporterait de 100 à 120 milliards de \$ par an. C'est sur ce combat qu'ATTAC ( Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens) est née.

Cet éditorial de Ignacio Ramonet a suscité des milliers de réponses individuelles et collectives. L'association était créée quelques mois plus tard, en juin 1998.

### UNE ORGANISATION LOCALE ET NATIONALE

C'est un des éléments de l'originalité et de la force d'ATTAC : réunir dans un même combat contre les politiques libérales de nombreux *individus* (Philippe Val, Manu Chao, Daniel Mermet, Viviane Forrester, Susan George, Bernard Langlois et tous les militants anonymes...) ainsi que des *organes de presse* (Le Monde Diplomatique, Politis, Golias, Alternatives économiques, Charlie Hebdo, Témoignage chrétien ...) des *syndicats* (CGT finances, CFDT banques, transports, équipement, FSU, 10, SUD PTT, UNEF ...) et des *associations* (AC !, Agir ici, APEIS, Artisans du monde, CRID, Droit au logement, MRAP, etc.).

En 5 ans, le succès d'ATTAC a été rapide et inattendu : 1000 adhérents en août 98, 30.000 à jour de cotisation fin 2002. Les adhérents sont répartis dans plus de 250 *comités locaux* en France, fonctionnant comme autant d'associations autonomes. Plusieurs collectivités territoriales aussi sont adhérentes et il existe maintenant plus de 50 *ATTAC dans le monde*, qui peuvent se regrouper autour de différentes actions.

## POURQUOI MILITER A ATTAC ?

### LE CONSTAT QUI NOUS RASSEMBLE

La mondialisation libérale aggrave la *précarité* ici et ailleurs. En effet, la recherche de profits croissants ainsi que le contrôle de l'industrie par la finance aggrave la concurrence dans tous les domaines y compris entre salariés. Elle favorise aussi les délocalisations pour profiter des bas salaires des pays pauvres, donc le chantage aux licenciements et sur les salaires, la dégradation de la qualité du travail, la multiplication des contrats précaires, les difficultés des petites entreprises, des petits commerces et petits agriculteurs.

La mondialisation libérale aggrave les *inégalités* sociales et les inégalités entre pays. Entre 1972 et 1992, l'écart de richesse entre pays les plus riches et les plus pauvres a doublé, et cet écart continue de s'aggraver. Ces inégalités nous sont devenues insupportables : la moitié des humains (3 milliards) vivent avec moins de 2 \$ par jour. La concentration des richesses est

devenue telle que la fortune des trois personnes les plus riches du monde équivaut au PIB (richesse) des 48 pays les plus pauvres. L'injuste dette des pays pauvres, déjà plusieurs fois remboursée, continue de bloquer leur développement.

La mondialisation libérale et la spéculation financière contiennent aujourd'hui de *nouvelles menaces* : dégradation accélérée de l'environnement (eau, biodiversité, climats), destructions des services publics (qui garantissent pourtant l'égalité entre citoyens), marchandisation du vivant (OG, brevets sur le génome humain...), remise en question des retraites, menaces sur la démocratie (corruption, contrôle financier des médias dominants, multinationales imposant leur politique), et même utilisation de la force militaire pour garantir l'approvisionnement des ressources naturelles.

### « D'AUTRES MONDES SONT POSSIBLES »

ATTAC ne s'arrête pas au discours critique.

A côté des *grandes manifestations* de Seattle (1999), Millau (2000), Nice (2000), Gênes (2001), Barcelone (2002), Genève-Annemasse (2003), contre les réunions du G8 ou de l'OMC, le mouvement altermondialiste, dont ATTAC est un des piliers, organise aussi des forums dont les objectifs sont l'échange et l'élaboration de propositions alternatives. A l'initiative d'ATTAC, le premier forum social mondial s'est tenu au Brésil, à *Porto Alegre*, en 2001, 2003 et 2005. Celui de 2002 a proposé de décliner au niveau continental ces *forums sociaux* afin de multiplier les pistes, les propositions, et les débats. Celui de 2004 a eu lieu à Bombay

Le premier forum social Européen s'est tenu en novembre 2002 à *Florence*, rassemblant 60.000 personnes. C'est là que le mouvement de contestation contre la guerre en Irak a été lancé. Le deuxième FS Européen s'est tenu à *Paris-St Denis* du 12 au 15 novembre 2003. Celui de 2004 a eu lieu à Londres.

ATTAC est donc un lieu ouvert, de débat, de formation citoyenne, ainsi qu'un groupe de pression, un laboratoire de réflexion et de propositions pour construire un monde plus juste, plus sain et plus démocratique. Nous n'avons pas toutes les réponses, mais nous tâchons de poser les bonnes questions et de réfléchir ensemble aux réponses possibles.

# NOS ACTIVITES

## ATTAC : ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE...

Depuis des années on nous vante les bienfaits du libre é change, de la concurrence, la soi-disant nécessité de réduire le rôle de l'Etat. Cette pensée unique tente de nous masquer l'enfoncement dans la misère des pays en développement (PED), le rôle pervers des paradis fiscaux, le contrôle croissant du monde des affaires sur les médias dominants, l'affaiblissement de notre pouvoir de citoyen, la précarisation des travailleurs, l'absence de réelle politique de lutte contre le chômage, les effets néfastes de la privatisation des services ou entreprises publiques, les menaces sur les biens communs (santé, éducation, eau ..), etc.

ATTAC s'est donné comme un de ses objectifs principaux de libérer les esprits, d'en éradiquer le virus libéral. Cessons de croire que l'économie est une affaire de spécialistes. Montrons que le monde ultra-libéral qu'on nous crée n'est pas le seul

monde possible. Pour cela, il faut informer et former. Une des activités d'ATTAC consiste donc à proposer des *débats*, à aider les citoyens à se réapproprier l'information, la parole. Ne plus accepter la pensée unique qu'on nous impose, pour chercher d'autres pistes.

ATTAC, et en particulier son conseil scientifique, élabore des formations, publie des *ouvrages* accessibles (cf bibliographie), et diffuse par plusieurs médias (*presse, vidéo, internet*) des articles et documents divers. Le journal électronique « Grain de sable » a plusieurs dizaines de milliers d'abonnés. Les adhérents reçoivent « Ligne d'ATTAC », un journal bimensuel avec document pédagogique. Les comités locaux mènent aussi ce travail actif de production documentaire et de débat.

### EXEMPLE : LE CONSEIL SCIENTIFIQUE D'ATTAC

Ses membres, nommés par le Conseil d'Administration, sont souvent des chercheurs, des universitaires, des syndicalistes... En relation directe avec le CA, les organisations fondatrices d'ATTAC, les organisations amies, et les parlementaires d' ATTAC au Sénat et à l'Assemblée Nationale, le Conseil Scientifique a pour mission de produire de l'information, de faire des propositions concrètes de lois ou d'actions publiques. Il fonctionne avec un « noyau dur permanent » qui se réunit très régulièrement, mais aussi des groupes de travail thématiques organisés en réseaux. Ce sont ces groupes qui élaborent, en toute indépendance, des projets de textes discutés ensuite par le conseil scientifique dans son ensemble, puis le Conseil d'Administration, avant d'être diffusés par tous les moyens possibles, gratuitement ou au prix le plus faible possible. Les membres de ce conseil sont aussi souvent amenés à intervenir comme conférenciers dans les comités locaux.

## ... TOURNEE VERS L'ACTION

ATTAC participe à toutes les grandes *mobilisations nationales ou internationales* contre l'OMC, le G8, la guerre en Irak, les paradis fiscaux, la destruction des services publics. Mais le but est double : faire pression sur les dirigeants et accentuer la mobilisation des citoyens en informant : *pétitions, actions symboliques* (et médiatiques), *tracts, grands rassemblements* comme « Larzac 2003 », organisation de *débats, actions*

*collectives* avec d'autres organisations, soutien de nos amis militants dans les dictatures et les pays pauvres etc. ATTAC lance comme les grandes entreprises transnationales des actions de lobbying en direction des élus : campagnes de lettres individuelles, interpellations des élus, groupe de parlementaire ATTAC, forums sociaux, formations et informations auprès des militants politiques, des élus locaux etc.

### EXEMPLE : LA MOBILISATION CONTRE L'AGCS

L'AGCS (Accord Général pour le Commerce des Services) est un traité de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce, rassemblant 146 pays). Il vise à libéraliser, à privatiser, aussi vite que possible, l'ensemble des services à l'échelle mondiale : eau, transport, éducation, santé, poste, environnement, énergie etc. Il vise aussi, dans ces domaines, à placer toutes les autorités démocratiquement élues sous le contrôle de l'OMC. ATTAC a engagé des actions dans le but de faire échouer les négociations.

Cette action prend toutes les facettes possibles : s'approprier le texte de l'AGCS (53 pages) et le diffuser largement, alerter tous les *médias* aussi souvent que possible, diffuser l'information par des *documents* internes et externes (Livre de Susan Georges : « Remettre l'OMC à sa place »). Ce texte (comme l'AMI en son temps) est tellement inacceptable que la stratégie adoptée est celle de la lutte contre les vampires : le mettre au grand jour pour l'éliminer. D'autant plus que, les négociations sur l'AGCS sont menées en secret. Dans chaque comité local, les militants ont eu pour mission d'*interpeller les élus* sur ce sujet. De nombreuses *rencontres* sont organisées avec d'autres organisations : associations, syndicats, partis.

Dans les *manifestations* il s'agissait d'attirer l'attention par des slogans. La campagne nationale : « 100 collectivités territoriales non AGCS », consistant à faire voter dans des communes (Paris, Aubagne...), des départements (Haute Garonne, Bouches du Rhône...), des régions (PACA ..) des motions contre l'AGCS a déjà dépassé ses objectifs quantitatifs. Au niveau international la *pétition* contre l'AGCS lancée par ATTAC a eu assez de succès pour forcer le négociateur européen Pascal Lamy à lever le secret sur une partie du contenu de ces négociations. Cette campagne anti AGCS continue.

# NOS REVENDICATIONS-PROPOSITIONS

ATTAC, mouvement altermondialiste, considère que la phrase qui nous résume : « un autre monde est possible », n'est pas seulement un slogan. L'association élabore, parfois en tâtonnant, des propositions alternatives au monde injuste qu'on nous impose.

## AU NIVEAU INTERNATIONAL

- Permettre le développement des pays du Sud en annulant ces dettes injustes et odieuses qu'ils ont déjà remboursées plusieurs fois. Favoriser le développement autogéré des pays en développement.
- Arrêt immédiat des négociations sur l'AGCS.
- Soumission des traités internationaux à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, garantissant à tous l'accès aux besoins de base : santé, éducation, alimentation, eau etc.
- Remplacement des clubs (G8) et institutions internationales actuelles (OMC, FMI, Banque Mondiale ...) par de véritables institutions démocratiques, avec les représentants élus pour ce mandat, et dans lesquelles les pays en développement auraient chacun des droits et représentants équivalents à ceux des pays riches. Redonner à l'ONU son réel pouvoir.
- Créer une taxe pour limiter les transactions financières (type « taxe Tobin ») pour limiter la spéculation financière et dont les fruits iraient à l'aide au développement et l'aide aux citoyens en difficulté dans les pays riches.
- Interdire les paradis fiscaux afin de réduire la compétition entre les Etats pour attirer les entreprises et la pression à la baisse des impôts. Lutter ainsi contre les trafics illégaux et le terrorisme.
- Maintenir un moratoire européen sur les OGM. Application généralisée du « principe de précaution ».
- Favoriser une agriculture non productiviste, respectueuse de l'environnement.

## AU NIVEAU NATIONAL, DANS LE CONTEXTE ACTUEL

- Le maintien, voire le renforcement de services publics réformés : ils garantissent la solidarité entre les générations, entre les régions (personnel de l'éducation géré nationalement), entre les catégories sociales (pas d'école à deux vitesses ...).
- Amélioration du financement des retraites par répartition par un rééquilibrage des cotisations en faveur des salariés. Le COR (Conseil d'Orientation des Retraites) a montré qu'une légère augmentation de 0,37% par an des cotisations d'ici 2040, doit suffire à financer les retraites de demain. Retour de toutes les catégories professionnelles (privé-public) à 37,5 annuités de cotisation. Maintien des retraites par répartition, et refus des fonds de pension.
- Défendre la Sécurité Sociale solidaire en l'améliorant et en faisant obstacle à l'entrée des assurances privées dans le système de santé.
- Une meilleure distribution du financement public, en faveur des investissements à long terme : recherche, éducation, environnement, santé, culture.
- Une véritable politique de l'emploi, autrement plus urgente que la réforme sur les retraites (on nous a bien annoncé que le problème est prévu pour ... 2040). L'impossibilité du licenciement pour convenance boursière.
- Favoriser l'économie sociale et solidaire en en assurant la promotion et en favorisant son financement.
- Limiter le poids des grandes centrales de distribution afin de permettre le développement d'une agriculture à taille humaine et de qualité, et de ne plus casser le commerce de proximité.

## AU NIVEAU LOCAL

- Amélioration de la démocratie, en développant la démocratie participative.
- Une réelle politique environnementale (eau, énergie, déchets ...).
- Une politique des services, de l'économie, du logement au service de tous les citoyens, et non des intérêts particuliers.
- Un autre système fiscal pour les collectivités territoriales.

## ATTAC ET « LE » POLITIQUE

ATTAC n'est ni un parti politique, ni un syndicat. L'association n'a pas vertu à présenter des candidats à quelque élection que ce soit, ni à soutenir tel ou tel candidat au prétexte que son programme serait plus proche des idées d'ATTAC, ou qu'il serait adhérent de l'association ( la seule exception a été l'appel à s'opposer à Jean-Marie Le Pen lors des élections présidentielles de 2001, pour la défense de la démocratie). D'ailleurs les statuts d'ATTAC prévoient qu'on ne peut se prévaloir de l'appartenance à ATTAC lorsqu'on est candidat à une élection.

Par contre son action est éminemment politique, mais en prenant « politique » au sens noble du terme. Il s'agit d'action « citoyenne », afin de se réapproprier la part de décision qui nous revient. Nous devons peser sur les pouvoirs politiques et économiques par tous les moyens pour favoriser les décisions allant dans le sens de ce qui est

bien pour la société : justice sociale, justice mondiale, environnement, démocratie. Nous voulons que nos idées et propositions soient « récupérées » par les politiques appelés à exercer le pouvoir. Nous agissons donc en toute indépendance et notre mouvement est riche de la diversité de ses militants.

Notre contact avec le monde politique se fait parfois par quelques-uns de nos adhérents. Mais il se fait surtout par la pression que nous exerçons sur les élus et les simples militants politiques afin qu'ils enregistrent nos problématiques trop souvent négligées (pauvreté du Sud, environnement, démocratie internationale ...). Enfin, il nous arrive d'organiser ou de participer à des actions collectives (contre la guerre, pour les forums sociaux, ...) avec des organisations politiques, mais aussi avec des syndicats et d'autres associations.